

C'est bien les Algériens qui ont commencé le massacre de Sétif le 8 mai 1945

écrit par Manuel Gomez | 2 mai 2024



80 ans après, les ennemis de la France, et j'ajouterais même

de l'Algérie, vont se manifester autour des collectifs « L'Autre 8 mai 1945 » et « Sortir du colonialisme », (et peut-être même cette année « Urgence Palestine ») afin d'obliger l'État Français à reconnaître les massacres commis le 8 mai 1945 à Sétif et sa proche région.

Sous le titre « **Que s'est-il passé en mai-juin 1945 dans le Constantinois ?** », ces manifestations bénéficient du soutien de la Mairie de Paris et de la Ligue des droits de l'homme, sous le parrainage des quotidiens Al Watan et Médiapart.

Il n'est pas du tout étonnant que des intervenants (paraît-il) aussi prestigieux que des maîtres de conférence en sciences et philosophie politiques à l'université d'Evry-Val d'Essonne, des historiens, des professeurs d'histoire contemporaine à l'université Paris 8, que le président du CRAN, des professeurs émérites d'histoire de l'Afrique à l'université Diderot Paris 7 et des animateurs de « Sortir du colonialisme » et quelques débiles parlementaires de LFI (La France Indigne) **occultent, volontairement, les débuts de ces tragiques évènements** alors que, paraît-il, les stigmates de cette tuerie collective demeurent visibles près de 80 ans plus tard !

Toutes ces voix « illustres » qui se font entendre régulièrement sur la décolonisation, le rétablissement de relations apaisées qui permettront de lever le voile et militent pour le « Vivre ensemble » mais uniquement dans le but avoué publiquement que l'État français reconnaisse officiellement les crimes commis en son nom, pas uniquement le 8 mai 1945 mais également tout au long de son histoire coloniale.

Ils se sentent, bien entendu, confortés par les déclarations faites à Alger par Emmanuel Macron : « Il y a bien eu crime contre l'humanité durant la période coloniale en Algérie (par l'armée française) ».

Revenons brièvement sur le déroulement réel des

événements du 8 mai 1945 :

-Les partis nationalistes algériens appellent à manifester. Cette manifestation politique est autorisée par les autorités françaises à la condition qu'il n'y ait ni armes ni drapeau algérien.

-La manifestation se dirige vers le centre-ville de Sétif mais un meneur, le chef scout musulman Aïssa Cheraga, déploie le drapeau algérien en passant devant le « Café de France », avenue Clemenceau. Le commissaire Olivéri tente de le lui enlever. Un jeune scout, Bouzid Saâl, le récupère. Un coup de feu part et il est abattu par un policier.

-Aussitôt cette foule de manifestants (pacifiques) se rue vers le centre-ville et les émeutiers, hurlant des slogans meurtriers, «**Tuez les chrétiens, tuez les juifs, tuez tous les non croyants**» massacrent à l'arme blanche et armes à feu tous les « Blancs » qu'ils trouvent sur leur chemin.

-Le maire de Sétif est tué, Alfred Denier, secrétaire du Parti Communiste, est égorgé et ses deux mains tranchées à la hache.

-On dénombre, ce jour-là, 28 morts européens, des enfants, des femmes, des vieillards, égorgés et plus de 80 blessés, et chez les musulmans 30 morts et 60 blessés.

Le soir même le calme est rétabli à Sétif.

Mais de nouvelles émeutes se développent dans différentes villes et villages de petite Kabylie : Guelma, Kherrata, etc. les fermes européennes sont attaquées, brûlées, des actes de barbarie se multiplient, des femmes sont violées.

Le bilan : 102 morts européens et plus de 110 blessés.

Le général De Gaulle, chef du gouvernement provisoire de l'Etat français, ordonne à l'armée d'intervenir par la force.

C'est donc 2000 soldats, composés par la Légion Etrangère, les Tabors Marocains et les Tirailleurs Sénégalais, sous le commandement du général Duval, qui sont chargés de réprimer ces émeutes, car les effectifs stationnés sur place, en Algérie, sont alors insignifiants, puisque 20 classes, soit 168.000 Français, sont encore mobilisés en métropole, soit

15,6% sur une population de 1.076.000.

Presqu'un mois de folie meurtrière puisque la répression prend fin le 22 mai.

Les chiffres les plus fantaisistes ont été avancés par différentes sources.

Le général De Gaulle confie au général Paul Tubert le soin de comptabiliser les victimes, côté musulman. Son estimation : 1020 à 1340 morts, est immédiatement sujette à caution.

Moins cependant que ce chiffre de 45.000 proposé par les Etats-Unis, qui avait un intérêt géopolitique à déstabiliser le gouvernement français. Chiffre repris par la suite par les dirigeants du FLN et par tous les gouvernements de l'Algérie qui se sont succédés depuis l'indépendance.

Belaid Abdessalam, ancien Premier ministre, a affirmé dans un important hebdo algérien que ce chiffre de 45.000 avait été retenu par ces gouvernements algériens à des fins uniquement de propagande.

2500 morts fut le chiffre calculé d'après la consultation des listes du ravitaillement et des listes électorales de 1945 et 1946.

Le Centre de recherche historique et de documentation sur l'Algérie a établi un chiffre plus précis, en date du 9 avril 2005, grâce à ses chercheurs Rachid Messli et Abbas Aroua, de 8000 victimes environ.

Le 19 mai 1945, le quotidien communiste *L'Humanité* titrait : « Il faut châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigés l'émeute »

Le Parti Communiste, qui participait alors au gouvernement de la France dirigé par De Gaulle, avait lancé un appel à la répression, comme en témoigne un tract distribué le 12 mai en Algérie dans lequel il demandait de «*passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance, ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays*»

(Dix années plus tard, dès 1954, ce même parti communiste « français » et ses réseaux parisiens, financeront et armeront le FLN dans sa lutte contre l'armée française, et seront responsables de milliers de morts, nos enfants et vos enfants, Français de métropole.)

Il y aura, parmi les musulmans, 4500 arrestations et 99 condamnations à mort, dont 22 seront exécutées.

Il y aurait eu, selon vos historiens et conférenciers, 45.000 morts algériens au cours des jours qui ont suivi dans toute la proche région. C'est un mensonge.

Si la France est dans un triste état actuellement c'est parce qu'elle nourrit en son sein quelques citoyens et parlementaires indignes qui la haïssent, des idéologues qui par leurs actes et leurs paroles (N'est-ce pas Adolph Mélenchon !) attisent les haines et motivent les déferlements des casseurs cagoulés d'extrême gauche qui mettent le pays « à feu et à sang ».

Manuel Gomez